

Brexit : pari réussi !

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 05 février 2021

Voilà quelques jours – le 31 janvier très exactement – que le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'Union européenne. Le Brexit est maintenant chose faite, conséquence du vote référendaire par lequel les Britanniques avaient décidé de quitter l'Union, le 23 juin 2016.

Le processus a été long, et laborieux. Pendant ce délai, que n'avons-nous pas entendu ! Les médias adorent accabler les souverainistes, les partisans de l'indépendance nationale, les eurosceptiques, au motif qu'ils « jouent avec les peurs », mais se complaisent dans les scénarios-catastrophe. Jouer avec les peurs ? Parlons-en ! En matière de catastrophisme, depuis ce jour de juin 2016, nous avons été servis : ce sont bien les europhiles qui nous ont expliqué à longueur de tribunes et d'interventions télévisées que l'avenir des Britanniques, par la faute de leur vote « inconscient », serait noir comme du charbon. Ils allaient très certainement dégringoler de leur piédestal, s'enfoncer dans la crise économique, plonger dans la récession, perdre leur statut de puissance, être frappés par la peste, le choléra et le typhus.

Las. Avec opiniâtreté, et après nombre de déboires, Boris Johnson a fini par l'emporter, et a réussi, contre l'avis de tous, à sauver la liberté de son pays. Et que voit-on comme fruit de sa politique ? Pour l'instant, un sans-faute au service des intérêts de Sa Gracieuse Majesté et de ses sujets.

Par où commencer ? Prenons par exemple le sujet du moment, à savoir les vaccins. Nous venons de voir avec quel brio le gouvernement britannique a réussi à garantir ses livraisons de doses, au nez et à la barbe de l'Union européenne. L'entreprise AstraZeneca avait prévu de livrer en priorité les Britanniques, déclenchant déjà l'ire de Bruxelles. Mais ce n'est pas tout : la société franco-autrichienne Valneva, une start-up nantaise qui a mis au point son propre vaccin contre le covid, s'est heurtée au consternant manque de réactivité de la France et de l'Union. En conséquence, le Royaume-Uni, qui a financé les essais cliniques de l'entreprise l'année dernière, en recueille les fruits. Le vaccin sera produit sur son sol, en priorité pour les Anglais, quand les Européens devront patienter jusqu'à 2022 pour être servis. Voilà un exemple d'une politique offensive, ferme, et déterminée, soucieuse de défendre les intérêts de ses citoyens.

Sur d'autres sujets, la catastrophe annoncée, comme la guerre de Troie, aura-t-elle lieu ? Rien n'est moins sûr. Apparemment, l'effondrement redouté de l'industrie automobile ne se produira pas, car le secteur a habilement négocié dans l'immédiat l'absence de droits de douane et de quotas : les avantages d'un marché commun, sans les inconvénients. L'accord conclu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne permet de faire repartir la production auto outre-Manche, et le groupe Nissan a ainsi annoncé se maintenir sur le marché anglais. A terme, pour garantir que les composants des voitures proviennent bien au maximum du Royaume-Uni, à l'instar par exemple des batteries, un fort investissement dans le domaine est prévu, qui profitera évidemment à l'industrie nationale britannique.

Quant à la finance, là aussi, le panorama de désolation que l'on nous promettait est à revoir. Les négociations vont bon train, mais le Royaume-Uni a de toutes façons des perspectives beaucoup plus larges qui lui permettront dans tous les cas de rebondir sans difficultés. Par exemple, les services financiers britanniques exportés représentent 80 milliards de livres, dont seulement 20 % pour l'UE. Le risque, est plutôt, de l'avis des experts, que nombre d'entreprises préfèrent choisir pour leurs transactions des places non européennes, notamment New York. Une chose est certaine : ce n'est donc pas l'Europe qui récupèrera ce que Londres aura perdu...

En ce début d'année morose, le cas anglais vient nous réchauffer le cœur. Il prouve qu'avec de la volonté politique et de la fierté nationale, on peut aller très loin, et remonter le prétendu « sens de l'histoire » que l'on cherche à nous imposer. Prenons exemple ! Nous aimerions dire, à notre tour, à l'image de Napoléon Ier, qui avait un certain don pour ne pas se laisser impressionner par les Britanniques : « impossible n'est pas français ! »

Constance Prazel